



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 6–07 avril 2021

En bref

L'activité économique au Mexique a enregistré un rebond de 0,11% en janvier 2021 en comparaison mensuelle, selon l'Inegi. L'indicateur se situe toujours à des niveaux inférieurs à ceux pré pandémie. Par secteur d'activités, la plus forte hausse a été enregistrée dans le secteur primaire avec une augmentation de 1,8% en rythme mensuel, suivi du secteur secondaire avec une hausse de 0,2% et du secteur tertiaire qui a connu une baisse de l'activité de 0,1% alors qu'il est traditionnellement le moteur de l'économie du pays.

LE CHIFFRE À RETENIR

56%

Le taux de pauvreté monétaire au Mexique suite à la pandémie.

Zoom sur : le plan « Panama Solidario »

Le plan Panama Solidario, qui vise à soutenir les populations les plus défavorisées en leur apportant une aide alimentaire de base chaque mois, essuie des critiques quant à l'opacité de sa gestion. Alors que le gouvernement panaméen s'est engagé à verser la somme de 259 M USD auprès des fournisseurs alimentaires afin de fournir 7 M de panier repas aux ménages les plus défavorisés, Panama Compras, le portail des marchés publics enregistre seulement 29 M USD d'achats alimentaires. Autrement dit, aujourd'hui, seuls 10% de l'enveloppe Panama Solidario promise par le gouvernement aurait été enregistrée. Selon une analyse des informations disponibles sur le portail des marchés publics, la publication des procédures d'achats publics de denrées alimentaires s'est révélée être lente et sporadique. Au même titre que l'ensemble des formalités et démarches liées à la pandémie de COVID-19,

l'achat de nourriture dans le cadre du plan Panama Solidario s'est fait au travers de procédures exceptionnelles qui ne requièrent aucun appel d'offres, d'où la difficulté d'une gestion transparente du programme d'aide alimentaire. Selon les informations de Panama Compras, l'Institut de commercialisation agricole aurait opéré pour le compte de Panama Solidario au minimum 226 transactions pour l'achat alimentaire.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 7 avril, le Mexique enregistrait 205 598 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +3% en deux semaines. 2 261 879 cas confirmés ont été enregistrés (+2,4% en deux semaines).

Près de 10M de doses de vaccins ont été injectées. Après avoir ciblé le personnel de santé, le plan de vaccination cible désormais les adultes de plus de 60 ans. La moitié de cette catégorie aurait déjà reçu au moins une dose.

Arturo Herrera, le ministre des finances et du crédit public a annoncé que le gouvernement mexicain avait passé un contrat pour avoir accès à 234 M de vaccins, soit 60% de plus que ce qui est nécessaire pour vacciner l'ensemble de la population. Ce contrat aura un coût total de 44 Mds MXN.

2 FINANCES PUBLIQUES

Le programme de pensions pour les personnes âgées verra son budget augmenter progressivement de 135 Mds MXN (5,6 Mds EUR) en 2021 à 370 Mds MXN (15,4 Mds EUR) en 2024. L'objectif est de faire passer le montant des pensions de 2 700 MXN (112 EUR) tous les deux mois en 2021 à 6 000 MXN (250 EUR) tous les deux mois en 2024, afin d'en faire bénéficier les 10,3 M de personnes âgées ciblées. Toutefois, la

décision présidentielle d'augmenter le montant des pensions pourrait entraîner un déficit budgétaire plus important si la même structure fiscale en vigueur aujourd'hui est maintenue, avertissent les experts. Selon le ministère des finances, cette hausse des pensions sera financée par une politique d'austérité, ainsi qu'une hausse de la collecte d'impôts.

Les finances publiques mexicaines reflètent le ralentissement économique. Les recettes fiscales ont chuté de 4,7% g.a. au cours des deux premiers mois de l'année 2021, ce qui représente leur pire chute depuis 1996. Elles se sont élevées à 620,5 Mds MXN (25,9 Mds EUR) sur les deux premiers mois de l'année 2021. Toutefois, les revenus pétroliers ont quant à eux augmenté (+26,4% g.a.) grâce au rebond du secteur pétrolier.

Le ministère des finances et du crédit public (SHCP) prévoit que les recettes fiscales augmenteront de 3,2% d'ici fin 2021. Dans le cadre des *pré-critères généraux de la politique économique pour 2022*, il prévoit une augmentation des recettes de 174,3 Mds MXN (7,3 Mds EUR) d'ici fin 2021 par rapport aux recettes prévues par la loi sur les revenus de la fédération 2021 (5 538 Mds MXN soit 231 Mds EUR), en raison des mesures fiscales mises en œuvre et de l'augmentation du prix du pétrole mexicain. Notamment, il est prévu que la production de pétrole brut augmente de 4% d'ici 2022.

Le ministère des finances et du crédit public (SHCP) estime que la dette publique passera de 52,3% à 51,4% du PIB en 2021. Il anticipe que celle-ci continuera par la suite sa trajectoire descendante pour atteindre 50,5% du PIB en 2024, conformément à la politique du président

Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO) de ne pas contracter de dette supplémentaire.

3 ECONOMIE

La Banque Mondiale améliore ses perspectives de croissance pour le Mexique et prévoit une croissance de l'ordre de 4,5% en 2021, contre 3,7% prévu en janvier. La vitesse de la vaccination, la croissance américaine et la reprise du marché du travail ont notamment contribué à l'amélioration des perspectives de croissance. Le FMI améliore également ses perspectives de croissance pour l'économie mexicaine de 4,3% à 5% en 2021. Le ministère des finances mexicain prévoit quant à lui une croissance de 5,3% en 2021 (contre 4,6% initialement), suivie d'une décélération de la croissance à 3,6% en 2022.

Les exportations mexicaines ont chuté de 1,1% en février, enchaînant ainsi deux mois en territoire négatif, selon l'INEGI. En janvier, les exportations avaient déjà diminué de 2,6%. Les exportations de pétrole ont quant à elles représenté 1,82 Mds USD, soit une hausse de 10,7% g.a., tandis que les exportations de marchandises se sont élevées à 36,2 Mds USD en février, soit une baisse de 1,1%g.a..

Le Mexique est de nouveau le premier partenaire commercial des Etats-Unis, enregistrant un commerce bilatéral total de 97 Mds USD au cours des deux premiers mois de 2021, selon les données du bureau du recensement américain. Aussi, le Mexique retrouve la première place après avoir été supplanté par la Chine depuis septembre 2020. Ce changement a notamment été tiré par les importations (en particulier celles de biens intermédiaires et d'équipements), puisque le Mexique a acheté 21,5 Mds USD de biens aux Etats-Unis en février 2021, représentant une hausse de 8,5% g.a.. En revanche, les exportations mexicaines vers les Etats-Unis ont connu une contraction de 5,6%g.a., totalisant 27,4 Mds USD.

Les transferts de fonds de migrants ont atteint leur meilleur niveau en 15 ans en février 2021. Ils

ont totalisé 3,2 Mds USD en février, soit une augmentation de 16,15%g.a.. Cette hausse est notamment due au soutien fiscal aux Etats-Unis, ainsi qu'à un taux de change compétitif. Néanmoins, il s'agit d'une décélération par rapport aux envois de fonds de migrants enregistrés en janvier 2021, où la hausse en comparaison annuelle représentait 25,8%.

La confiance des consommateurs a augmenté de 1,6%g.m. en mars, selon l'INEGI. Aussi, l'indicateur continue sur sa récupération, qui avait été interrompue par la résurgence de la pandémie de COVID-19 et l'intermittence énergétique sur les premiers mois de l'année 2021. L'indicateur de confiance des consommateurs (ICC) s'est donc établi à 40,41 unités sur le troisième mois de l'année. En particulier, les cinq composantes de l'ICC (situation économique actuelle et envisagée des ménages et du pays, et possibilité d'acheter des meubles ou appareils électroménagers) ont toutes enregistré des augmentations.

La population en situation de pauvreté s'élève à 56% suite aux effets économiques de la pandémie de COVID-19 et la hausse des prix des denrées alimentaires. Une étude du *Programme Universitaire d'Etudes du Développement* (PUED) de l'UNAM, révèle que la pauvreté monétaire a augmenté d'environ 7 points de pourcentage en 2020, passant de 49 à 56%, tandis que l'extrême pauvreté a augmenté de 5 points de pourcentage, passant de 17 à 22%. L'étude souligne par ailleurs que cette hausse de la pauvreté a davantage touché les personnes qui étaient déjà en situation de pauvreté, ainsi que les secteurs professionnels les plus précaires, exerçant des activités peu qualifiées.

Le gouvernement fédéral, les entreprises et les syndicats se sont mis d'accord sur une période de trois mois pour que les entreprises embauchent directement dans leurs effectifs les travailleurs qui sont sous le régime de l'externalisation. Ils ont convenu de la création de deux modalités pour le calcul de la participation aux bénéfices des travailleurs (PTU). Parmi les accords figure le maintien de

l'interdiction de l'externalisation dans la loi fédérale sur le travail (LFT), comme proposée par le président dans son initiative de réforme de l'externalisation.

Banxico met un frein à la baisse des taux d'intérêt directeurs initiée depuis plusieurs mois. La Banque centrale mexicaine a laissé inchangé le taux d'intérêt directeur, à 4%, face aux pressions inflationnistes récentes et en lien avec les attentes des marchés. Déjà en novembre Banxico avait fait le choix de laisser inchangé le taux directeur face à la trajectoire ascendante de l'inflation, puis en février elle avait appliqué une nouvelle réduction de 25 points de base. Or, l'inflation a atteint 4,12% g.a. sur la première moitié du mois de mars, sortant de la fourchette cible de la Banque Centrale (3% +/-1%), conduisant ainsi à cette décision.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

La production de pétrole a diminué de 3,4% en février. PEMEX et ses partenaires ont produit 1,67 M de barils par jour en moyenne au cours du mois de février 2021 contre 1,73 M de barils par jour en février 2020. Toutefois, PEMEX prévoit d'augmenter la production de pétrole à 2 M de barils par jour en moyenne d'ici fin 2021.

Le président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO) a présenté au Congrès un projet de loi visant à donner à PEMEX un plus grand contrôle sur les prix, la distribution, les importations et la commercialisation du carburant. La proposition modifierait la loi sur les hydrocarbures pour permettre au Secrétariat à l'Energie de suspendre des permis d'exploitation « dans le but de garantir les intérêts de la nation ». Elle permettrait également à la compagnie pétrolière publique de prendre le contrôle des installations dont les permis ont été suspendus. Si elle est approuvée, cette mesure constituerait le plus grand revirement à ce jour des réformes sur les

hydrocarbures qui ont mis fin au monopole pétrolier de l'État en 2013 et 2014.

Fitch Ratings a établi la notation de PEMEX à « BB- » avec des perspectives stables. L'agence de notation indique que cette note reflète des niveaux élevés et croissants d'endettement, une flexibilité limitée, une charge fiscale élevée et des besoins d'investissements importants pour maintenir la production et reconstituer des réserves.

PEMEX requiert 2 100 Mds MXN (87,5 Mds EUR) pour financer ses opérations de 2021 à 2026, selon son plan d'affaires 2021-2025 approuvé par le conseil d'administration le 22 mars. Le plan indique qu'en 2021, les besoins de l'entreprise s'élèveront à 353 Mds MXN, soit un niveau supérieur de 15,6 % à celui de 2020 et de 6 % au budget approuvé pour cette année.

Indicateur	Variation sur deux semaines	Variation sur un an glissant	Niveau 07/04/2021
Bourse (IPC)	+2,56%	+39,27%	47 897,84 points
Taux de change USD/MXN	-3,49%	-16,52%	20,21
Taux de change EUR/ MXN	-3,07%	-8,21%	23,98
Prix du baril mexicain	+1,53%	+244,74%	57,09

Amérique centrale

1. Région

Le conseiller spécial du Président Biden pour les pays du Triangle Nord, Ricardo Zuñiga, effectue sa première visite régionale au Guatemala et El Salvador pour établir les bases de la politique migratoire et économique que souhaite mettre en place la première puissance mondiale dans ces pays. Le haut fonctionnaire a souligné l'importance de combattre les migrations illégales à la racine en promouvant et développant les économies de la région. Des coopérations dans la lutte contre la corruption et la fraude douanière ont par ailleurs été évoquées.

2. Costa Rica

Les augmentations de salaires dans le secteur public resteront gelées pendant plus de 10 ans. La règle fiscale, approuvée par les députés en 2018, pose l'interdiction d'une augmentation salariale lorsque la dette publique atteint 70% du PIB. Par ailleurs, le projet de loi relatif aux emplois publics, non encore approuvé, s'inscrit dans un objectif de contrôle de la dépense publique costaricienne. Selon l'OCDE, le Costa Rica est le pays qui consacre la part la plus importante de sa dépense publique, dans le paiement de son appareil d'Etat.

Plus de dettes et moins d'emplois, l'impact de la pandémie sur le secteur du commerce costaricien. D'après une étude réalisée par la Chambre de commerce du Costa Rica auprès d'un échantillon d'entreprises évoluant dans le secteur du commerce, 44% d'entre elles se sont vues dans l'obligation de s'endetter pour survivre. Les commerçants sont aujourd'hui les plus affectés par la pandémie de Covid-19, et les pertes estimées dans le secteur du commerce avoisinent les 2 M USD, soit l'équivalent de 3,7%

du PIB costaricien. Par ailleurs, les entreprises du secteur ont été contraintes de réduire leur masse salariale. Selon les chiffres du Ministère de l'Economie et du Travail costaricien, le secteur du commerce essuie une perte de 30 000 emplois.

3. El Salvador

Le PIB du Salvador a reculé de 7,9% g.a. en 2020 selon le rapport annuel de la Banque centrale. L'investissement public a diminué de 31%, celui du secteur privé de 5,6% et la consommation des ménages s'est contractée de 16,6%. La Banque centrale prévoit par ailleurs un rebond de l'économie entre 5 et 6% pour 2021. Le FMI projette toujours une baisse du PIB de 9% pour le pays en 2020 alors que la Banque mondiale prévoit une contraction de 7,2%.

Le département d'Etat américain a publié un rapport relatif à plusieurs cas de corruption lors de la pandémie de la Covid-19 au Salvador. Le rapport pointe ainsi la responsabilité du Ministre des finances dans l'achat de masques pour 1,1 M USD à des prix surévalués pour une entreprise liée au décisionnaire. Par ailleurs, 1,4 M USD de fonds non-justifiés ont été identifiés sur le compte de Walter Araujo, proche du Président Bukele, et candidat aux législatives de mars dernier. Il est par ailleurs reproché au gouvernement des actions contre la liberté d'expression des médias et un manque de contrôle des autorités civiles.

Selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), 66,2% de la capacité de production électrique provient de sources renouvelables. La production photovoltaïque s'est particulièrement développée ces dernières années, triplant sa capacité entre 2017 et 2020 pour devenir la deuxième source d'énergie renouvelable (29%) derrière l'énergie hydroélectrique (38%). Cette forte expansion du solaire est principalement due aux

investissements du groupe français Neoen, produisant plus de la moitié de l'énergie photovoltaïque du pays grâce à ses deux champs de panneaux solaires.

4. Guatemala

Pour la sixième année consécutive, le Guatemala chute dans l'indice de développement établi par le cercle de réflexion Fundesa. Cette étude compile les classements d'organismes internationaux sur le développement du pays notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, de l'environnement, du développement économique et du renforcement des institutions publiques. Le pays se place 72^{ème} sur 94 pays évalués au niveau mondial et 16^{ème} sur 18 pays d'Amérique latine.

Le porte-parole de l'important projet ferroviaire de l'Isthme de Tehuantepec au Mexique a annoncé l'extension et l'interconnexion de la ligne avec le Guatemala. Le Gouvernement guatémaltèque a, quant à lui, annoncé avoir débuté les travaux de modernisation de ses infrastructures ferroviaires avec la frontière mexicaine via le point de passage Ciudad Hidalgo. Le projet de l'Isthme de Tehuantepec comptait début mars une avancée de 32%. Aucun montant ni plan précis n'ont été évoqués par les deux gouvernements.

5. Honduras

Tony Hernández, frère du Président hondurien Juan Orlando Hernández, a été condamné à la prison à perpétuité par un Juge du tribunal de New York pour trafic de drogue. Le Président hondurien a été mentionné plusieurs fois lors du procès pour des accusations de complicité de trafic et de pots de vin. Le gouvernement hondurien s'est fendu de nombreux tweets lors du procès pour démentir les accusations liées au Président. L'administration américaine a pour l'instant été prudente dans ses déclarations et

sanctions contre le pays. Un projet de loi visant à isoler le Président Hernández est cependant à l'étude au Sénat américain.

Les Investissements Directs Etrangers au Honduras se sont élevés à 418,6 M USD en 2020, en baisse de 16% g.a. selon la Banque centrale. 75% des flux représentent des bénéfices réinvestis par les entreprises (en baisse de 55% par rapport à 2019). Le secteur des services a reçu pour 314 MUSD d'IDE alors que l'industrie manufacturière a enregistré une sortie nette de capital de 165 MUSD. Les Etats-Unis sont en 2020 les premiers investisseurs étrangers, comptant pour 59% des IDE soit 248 MUSD, suivis par la Colombie (156 MUSD) et le Panama (56 MUSD). A l'inverse l'Europe et l'Asie/Océanie ont enregistré des flux nets d'IDE négatifs pour respectivement 121 MUSD et 13,8 MUSD.

La Banque centrale a annoncé l'octroi de 90 MUSD au gouvernement hondurien pour soutenir la bonne exécution du budget 2021. Ce prêt proviendra du fonds *Stand-By* de 531 MUSD accordé par le FMI au premier semestre 2019 pour soutenir le pays. Le gouverneur de la Banque centrale a précisé que ce décaissement devra être approuvé par le FMI et servira principalement à l'achat de vaccins contre la Covid-19.

6. Nicaragua

La dette extérieure du Nicaragua a atteint 12,4 MdsUSD à fin 2020 en hausse de 2,4% g.a. selon la Banque centrale. La dette publique extérieure représente 56% du total soit 6,9 MdsUSD (57% du PIB 2020), en augmentation de 10,8% g.a. 95% des décaissements provenaient de Banques multilatérales, la BCIE étant le premier bailleur du pays avec 39% des financements. Selon la banque centrale, 40% des fonds ont été destinés à l'exécution de projets de construction et 28% à l'amélioration de l'administration.

Pour la troisième année consécutive, l'économie nicaraguayenne s'est contractée, le PIB diminuant de 2% g.a. en 2020 selon la Banque centrale. Cette baisse, relativement contenue selon l'organe étatique, est principalement due à la forte baisse d'activité du secteur hôtelier et restauration (-32,5%), de l'électricité (-17%) et des services d'intermédiation financiers (-12%). A l'inverse les secteurs de la construction (+12%), du commerce (+5%) et de l'exploitation minière (+3,3%) ont soutenu l'économie malgré la crise sanitaire, sociale, politique et le passage de deux ouragans. Le FMI maintient pour le moment une estimation de -3% de PIB pour 2020 alors que les prévisions de la Banque mondiale tablent sur une contraction de 6% du PIB 2020.

7. Panama

Les salaires du secteur public panaméen ont atteint 4,441 M USD en 2020, soit une augmentation de 6,4% par rapport à l'année 2019. Cette hausse de la dépense publique panaméenne s'explique notamment par l'application de lois spéciales qui prévoient des augmentations salariales automatiques pour certains groupes de fonctionnaires, et intervient dans un contexte a contrario de destruction d'emplois et de perte de pouvoir d'achat pour le secteur privé.

D'après la Surintendance des Banques de Panama (SBP), fin février, les banques panaméennes ont été contraintes de modifier des opérations de crédits pour un montant total de 23 M USD (soit l'équivalent de plus de 700 opérations). La majorité des crédits modifiés correspond aux crédits relatifs à la consommation (12 M USD correspondant à 674 opérations). Afin de protéger la stabilité financière, les banques ont ainsi modifié les termes et conditions des opérations de crédit et ont accordé par exemple des périodes de grâce, une révision des échéances et mensualités, ainsi qu'un ajustement des taux d'intérêt.

En octroyant un prêt de 30 M USD au Panama, la Banque Interaméricaine de Développement (BID) soutiendra le pays dans l'achat de vaccins. Des exigences contractuelles onéreuses sont aujourd'hui imposées par les groupes pharmaceutiques aux pays de la zone latino-américaine, dont le Panama. Le Président de la BID, Mauricio Claver-Carone a déclaré vouloir aider les pays dans ces négociations bilatérales. Le soutien au Panama consiste notamment à couvrir l'achat de vaccins tant à travers le mécanisme multilatéral Covax proposé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) qu'à travers des achats bilatéraux auprès des laboratoires pharmaceutiques. La BID considère que les accords bilatéraux, les interdictions d'exportations et la diplomatie des vaccins ont provoqué des distorsions sur le marché, causant d'importantes inégalités en termes d'offre et de demande.

Caraïbes

1. République Dominicaine

La fréquentation touristique de la République dominicaine a augmenté de 56 % au mois de mars 2021 par rapport au mois de février. Selon le Ministère du Tourisme, plus de 70% des arrivées correspondaient à des touristes américains qui sont entrés dans le pays principalement par l'aéroport de Saint-Domingue Las Américas et l'aéroport de Punta Cana. Au cours de la dernière semaine de mars, le taux d'occupation des avions a retrouvé, pour la première fois en 2021, des niveaux pré-pandémie. Le taux d'occupation des hôtels a également connu une hausse significative.

La vice-présidente de la République dominicaine, Raquel Peña, a présenté le registre des investissements directs étrangers en format numérique. Celui-ci vise à rationaliser et à rendre le processus transparent pour les investisseurs. Sous la responsabilité du Centre d'exportation et

d'investissement de la République dominicaine (ProDominicana), la mise en place de ce registre numérique facilite non seulement l'enregistrement des nouveaux investisseurs mais élimine également le coût de l'évaluation et du certificat d'enregistrement des investissements étrangers qui varie entre 680 USD et 4 500 USD selon le montant de l'investissement. Par conséquent, l'utilisation de ce canal numérique réduira les coûts pour les entreprises qui l'utilisent.

2. Jamaïque

La Banque de Développement de la Jamaïque (DBJ) a annoncé reprendre son troisième programme de subventions à l'innovation, supportant de nouvelles idées entrepreneuriales (Cohort III). D'un montant de 7 M USD, ce programme permettra de soutenir la croissance et le développement des micros et petites entreprises.

La Banque de Jamaïque (BOJ) autorise la reprise des déclarations et versements de dividendes pour les institutions financières. Après avoir suspendu le versement des dividendes afin de permettre aux compagnies financières de conserver des liquidités dans un contexte de crise économique, la Banque de Jamaïque estime qu'aujourd'hui le système financier local possède la capacité adéquate d'absorber les pertes imprévues qui pourraient survenir au cours de la crise. Pour autant, un certain niveau d'incertitude persiste, et la Banque de Jamaïque demande aux institutions financières de rester prudentes dans leurs déclarations de dividendes.

Le Ministre du Tourisme de la Jamaïque, Monsieur Edmund Bartlett a déclaré qu'il existait une demande d'approvisionnement de 360 Mds USD pour l'industrie touristique locale, et appelle donc les producteurs à investir davantage, afin de faire face à cette demande. Lors d'un forum des investisseurs, le Ministre du Tourisme a rappelé que l'objectif de son

ministère était aujourd'hui de restructurer l'offre touristique, en créant de nouvelles opportunités et perspectives pour les investisseurs potentiels.

3. Cuba

A l'issue de la Foire Internationale du Tourisme de Russie les autorités cubaines ont annoncé la reprise, à partir du 1er avril, des vols Moscou - Varadero. Avec la relance des opérations, les compagnies aériennes russes Aeroflot, Rossiya, AZUR Air, NordWind et Royal Flight permettront l'arrivée de près de 3 000 touristes russes par semaine. Le rétablissement de ces lignes devrait contribuer à développer le tourisme russe sur l'île, qui représentait déjà 178 000 touristes en 2019, soit le 3ème marché émetteur de touristes vers Cuba et le 2ème vers ce pôle balnéaire situé dans la province de Matanzas. Avec l'arrivée de 74.000 touristes en 2020, soit une diminution de 58,4% par rapport à l'année précédente, ce pays est resté néanmoins le marché accusant la baisse la moins importante dans le contexte de la pandémie. Par ailleurs, les chiffres officiels de 2021 confirment l'arrivée de plus de 13 824 visiteurs en provenance de ce pays entre janvier et février.

Le Comité de direction du « Fond vert pour le climat » a approuvé un financement à hauteur de 23,9 M USD pour un projet destiné à renforcer la résilience au changement climatique des communautés côtières vulnérables à Cuba. Le gouvernement cubain apportera pour sa part un co-financement de 20,3 MUSD pour ce projet, qui devrait bénéficier à 1,3 M de personnes résidents dans 24 municipalités et 7 villages côtiers. Le projet, d'une durée de 30 ans, vise à restaurer les paysages côtiers et marins afin d'en préserver les écosystèmes de barrières naturelles (les récifs coralliens, les mangroves etc) face aux effets du changement climatique.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 7 avril 2021</i>
Costa Rica	219 846 Décès : 3 000
Cuba	83 515 Décès : 443
Guatemala	198 374 Décès : 6 928
Haïti	12 803 Décès : 252
Honduras	193 029 Décès : 4 703
Jamaïque	41 400 Décès : 646
Nicaragua	6 727 Décès : 179
Panama	357 277 Décès : 6 148
El Salvador	65 491 Décès : 2 037
République dominicaine	256 031 Décès : 3 378

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>